

Commissions

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. David Geerts

➤ **LUNDI 22 NOVEMBRE 2010**

1. Ordre des travaux.

2. Audition de représentants d'organisations syndicales reconnues et agréées auprès du Groupe SNCB :

- M. Gérard Gelmini (CGSP-Cheminots);
- M. Dominique Dalne (CSC-Transcom);
- M. Roland Vermeulen (SLFP-Chemins de fer);
- M. Arthur Mercier (Syndicat Autonome des Conducteurs de trains-SACT);

sur les rapports des experts de la Commission spéciale, de la European Railway Agency et de la Cour des comptes.

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : M. Rachid Madrane, Mmes Ine Somers et Valérie De Bue, MM. Steven Vandeput, André Frédéric, Ronny Balcaen, Tanguy Veys, Christophe Bastin, Jef Van den Bergh, Mme Linda Musin et MM. Éric Thiébaud et David Geerts.

Prochaine réunion : mercredi 1^{er} décembre 2010.

Commission spéciale "Abus sexuels"

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

Présidente : Mme Karine Lalieux

➤ **LUNDI 22 NOVEMBRE 2010**

Audition de :

- M. Rik Devillé du groupe de travail "Droits de l'homme dans l'Eglise";
- Mme Lieve Halsberghe de SNAP Belgium "The Survivors Network of those Abused by Priests".

- Un échange de vues a eu lieu.

➤ **MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010**

Audition de :

- Mmes Evelyne Bruyère et Astrid Bedoret de SOS Inceste;
- Mmes Suzanne Van Maelderen et Marleen Achtergaele, asbl "*Incest Misbruik Limburg*";
- M. Yves Vanden Auweele, professeur émérite de psychologie du sport à la KULeuven;
- Professeur Tony Van Loon, asbl "*UilenSpiegel*";
- Mme Marianne Mertens de la "*Medical Women's Association of Belgium*".

- Les exposés ont été suivis d'un échange de vues.

Prochaine réunion : lundi 29 novembre 2010.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Présidente : Mme Maggie De Block

➤ **MARDI 23 NOVEMBRE 2010**

La situation de Belgocontrol (I)

- Exposé de M. Luc VERSTRAETE, directeur chez KPMG Advisory.

La situation de Belgocontrol (II)

Audition de :

- M. Jean-Claude TINTIN, CEO de Belgocontrol;
 - M. Charles-Louis d'ARENBERGH, président du conseil d'administration de Belgocontrol;
 - M. Olivier NICOLAY, président de la "Belgian Guild of Air Traffic Controllers" (BGATC);
- en présence des patrons des aéroports national et régionaux.

- Rapporteur : M. Bert Wollants.

- Sont intervenus : Mmes Muriel Gerkens, Kattrin Jadin, Linda Musin et Maggie De Block et MM. Bert Wollants, Tanguy Veys, Jef Van den Bergh et Ronny Balcaen.

Prochaine réunion : mardi 30 novembre 2010.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 23 NOVEMBRE 2010**

1. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les factures plus élevées adressées aux patients ayant contracté une assurance hospitalisation" (n° 13).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

2. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "(les dispositions pour) l'exécution de l'article 101 de la loi du 14 juillet 1994" (n° 571).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

3. Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les allocations octroyées aux indépendants" (n° 1039).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

4. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la perte d'assurabilité à la suite d'une sanction administrative" (n° 1053).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

5. Question de M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'incidence des augmentations récentes des pensions sur le paiement des différentes prestations sociales" (n° 457).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

6. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "(les dispositions pour) l'exécution de l'article 101 de la loi du 14 juillet 1994" (n° 571).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

7. Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les mesures conservatoires nécessaires pour garantir le financement de la sécurité sociale" (n° 943).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

8. Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur (n° 1090).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

9. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'article 168quinquies, § 3 de la loi du 14 juillet 1994" (n° 1101).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

10. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la compétence de constat pour les infractions prévues à l'article 168quinquies de la loi du 14 juillet 1994" (n° 1102).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

11. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les articles 67 et suivants de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants" (n° 1103).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

12. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la notification aux organismes assureurs des sanctions administratives en application de l'article 168quinquies de la loi du 14 juillet 1994 et des articles 67 et suivants de l'arrêté royal du 20 juillet 1971" (n° 1104).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

13. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les indemnités et allocations au sein des services d'inspection sociale (arrêté royal du 30 juin 1988)" (n° 1126).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

14. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le relèvement et l'exemption des frais administratifs des organismes assureurs dans les cas de paiement indu lié à une fraude sociale (arrêté royal 07/10/1993 et article 327 de l'arrêté royal 03/07/1996)" (n°1131).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale a répondu.

15. Question de Mme Sabien Battheu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les modifications apportées à la réglementation sur les titres-services" (n° 159).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le statut des accueillantes d'enfants à domicile" (n° 495).

- Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'état d'avancement du statut spécifique de 496 salarié pour les accueillant(e)s et l'adaptation du nombre d'enfants accueillis pour différents types d'accueillant(e)s" (n° 546).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

17. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les indicateurs salariaux" (n° 496).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

18. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les mesures proposées relatives aux restructurations" (n° 667).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

19. Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les mesures pour lutter contre les pièges à l'emploi" (n° 668).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

20. Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le conflit social chez Brink's" (n° 927).

- Question de M. Hans Bonte à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la faillite annoncée de Brink's et l'attitude de la ministre de l'Intérieur" (n° 942).

- Question de Mme Julie Fernandez Fernandez à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la grève chez la société de transport de fonds Brink's" (n° 999).

- Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le statut unique à la suite du conflit social chez Brink's" (n° 1046).

- Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la faillite de Brink's" (n° 1068).

- Question de Mme Kattrin Jadin à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la situation à la suite du dépôt de bilan de Brink's" (n° 1142).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

21. Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "le travail intérimaire dans le secteur du déménagement" (n° 1047).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

22. Questions jointes :

- Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la lutte contre le harcèlement au travail" (n° 1125).

- Question de Mme Valérie De Bue à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les cas de harcèlement au travail au sein de l'entreprise Mactac" (n° 1152).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

23. Question de Mme Sabien Battheu à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les modifications apportées à la réglementation sur les titres-services" (n° 159).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

24. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les hypermarchés Carrefour et les commissions paritaires diverses dans le secteur du commerce" (n° 190).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

25. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la diminution du temps partiel" (n° 191).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

26. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la nouvelle directive européenne contre la discrimination" (n° 192).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

27. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les substances reprotoxiques" (n° 193).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

28. Question de Mme Zoé Genot à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les réductions de cotisations sociales dans l'intérim" (n° 194).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 novembre 2010.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 23 NOVEMBRE 2010**

1. Ordre des travaux (propositions de loi prioritaires).

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : . MM. Peter Luykx, Karel Uyttersprot, Kristof Calvo, Willem-Frederik Schiltz, Peter Logghe, Christian Brotcorne et Mmes Karine Lalieux, Kattrin Jadin, Ann Vanheste et Liesbeth Van der Auwera.

2. Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la diminution de la valeur ajoutée directe des ports belges" (n° 550).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les pratiques mises en oeuvre par des démarcheurs publicitaires malhonnêtes" (n° 594).

- Question de M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la lutte contre les démarcheurs publicitaires" (n° 641).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Ronny Balcaen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'obsolescence programmée des produits électriques et électroniques" (n° 574).

- Question de M. Ronny Balcaen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'obsolescence programmée des produits électroniques et électriques" (n° 682).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

5. Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les conséquences de l'arrêt de la Cour de Justice européenne relatif à la taxe Auvibel" (n° 637).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

6. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la mobilité bancaire" (n° 639).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

7. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le point de contact pour les plaintes dans le domaine de la construction" (n° 746).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

8. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'avenir du brevet européen" (n° 1084).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

9. Question de Mme Veerle Wouters au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "les ouvertures de crédit 'Cash Facility'" (n° 1114).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

10. Question de Mme Karine Lalieux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'abus de position dominante de l'AMP" (n° 1124).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

11. Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "le pool de remplacement pour les entrepreneurs" (n° 962).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

12. Question de M. Karel Uyttersprot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le fonctionnement et le contrôle des Centres De Groote" (n° 1105).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 novembre 2010.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 23 NOVEMBRE 2010**

1. Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'accord conclu entre le ministre et les syndicats de la prison de Bruges" (n° 748).

- Le ministre de la Justice a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Ronny Balcaen au ministre de la Justice sur "le respect du protocole d'accord signé entre l'autorité et les organisations syndicales représentatives de la prison de Tournai" (n° 826).

- Question de M. Christian Brotcorne au ministre de la Justice sur "la nouvelle grève entamée par les gardiens de la prison de Tournai" (n° 1020).

- Question de M. Franco Seminara au ministre de la Justice sur "le mouvement de grève à la prison de Tournai" (n° 1032).

- Question de M. Ronny Balcaen au ministre de la Justice sur "la reprise de la grève à la prison de Tournai" (n° 1058).

- Le ministre de la Justice a répondu.

3. Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur "la consultation du registre national par le parquet dans le cadre des avis sur les naturalisations" (n° 1019).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur "le reversement au Trésor du montant de 115 millions d'euros de saisies" (n° 1113).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de Mme Daphné Dumery au ministre de la Justice sur “l’extradition de Tchétchènes vers la Russie” (n° 620).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de M. Siegfried Bracke au ministre de la Justice sur “les retards de paiement des experts” (n° 636).

- Le ministre de la Justice a répondu.

7. Question de Mme Sarah Smeyers au ministre de la Justice sur “la charge de travail qui devient insupportable en raison d’un déluge de recours introduits par des demandeurs d’asile en vue d’obtenir une astreinte” (n° 717).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de Mme Sonja Becq au ministre de la Justice sur “les frais de justice en matière répressive” (n° 769).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe à la ministre de l’Intérieur sur “la collecte d’informations par la Sûreté de l’État sur des formes de radicalisme” (n° 842).

- Question de M. Bert Schoofs au ministre de la Justice sur “le colloque des 3 et 6 décembre 2010 en vue d’obtenir la collaboration des pouvoirs locaux et des services de la Sûreté de l’État” (n° 1049).

- Le ministre de la Justice a répondu.

10. Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur “la loi relative à la continuité des entreprises” (n° 845).

- Le ministre de la Justice a répondu.

11. Question de M. André Frédéric au ministre de la Justice sur “la situation à la prison de Verviers” (n° 846).

- Le ministre de la Justice a répondu.

12. Question de M. Koenraad Degroote au ministre de la Justice sur “l’envoi tardif de jugements au service des amendes pénales” (n° 853).

- Le ministre de la Justice a répondu.

13. Question de M. Karel Uyttersprot au ministre de la Justice sur “la législation sur les faillites” (n° 878).

- Le ministre de la Justice a répondu.

14. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Theo Francken et consorts) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.
- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n° 476/1.
- Proposition de loi (Nahima Lanjri et consorts) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 494/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.

- La proposition de loi (Jacqueline Galant et consorts) modifiant le Code de la Nationalité, n° 601/1 a été jointe.

15. Proposition de loi (André Frédéric, Yvan Mayeur, Valérie Déom, Rachid Madrane, Özlem Özen, Eric Thiébaud) insérant les articles 442quater et 442quinquies dans le Code pénal, en vue de sanctionner la déstabilisation mentale des personnes et les abus de la situation de faiblesse des personnes, n° 80/1.

- Rapporteur : M. Renaat Landuyt.

- Exposé introductif.

16. Proposition de loi (Daniel Bacquelaine, Olivier Maingain) modifiant le Code judiciaire et visant à instaurer une indemnisation fixe des avocats de l'aide juridique de deuxième ligne, n° 454/1.

- Rapporteur : Mme Sabien Lahaye-Battheu.

- Exposé introductif.
- La commission a décidé d'organiser des auditions.

Prochaine réunion : mardi 30 novembre 2010.

Police et Renseignements

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE ET DE LA COMMISSION CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SÉCURITÉ (SÉNAT)

Présidents : MM. Danny Pieters (S) et André Flahaut

➤ **MARDI 23 NOVEMBRE 2010**

Examen du rapport d'activités 2009 du Comité permanent R. (Désignation du rapporteur, discussion et votes).

- Rapporteurs : MM. Koenraad Degroote et Dirk Claes (S).
- Les membres ont posé des questions.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 23 NOVEMBRE 2010**

1. Proposition de loi (Olivier Maingain, Damien Thiéry) visant à modifier la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 385/1.

- Rapporteur : M. Rachid Madrane.
- Exposé introductif de M. Damien Thiéry.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Filip De Man, Theo Francken, Rachid Madrane, Bart Somers, Damien Thiéry, Peter Dedecker et Mmes Catherine Fonck et Nahima Lanjri.
- La demande d'organiser une audition a été rejetée.

2. Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n° 443/1.

3. Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.

4. Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

5. Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.

6. Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.

- La commission a décidé de joindre les propositions n°s 443/1, 475/1, 570/1, 595/1 et 596/1.
- Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck.
- Exposés introductifs des auteurs.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Theo Francken, Bart Somers, Rachid Madrane et Peter Dedecker et Mmes Catherine Fonck, Nahima Lanjri, Karin Temmerman et Eva Brems.

7. Proposition de loi (Nahima Lanjri, Sonja Becq, Leen Dierick) insérant un article 74/9 dans la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, en ce qui concerne l'interdiction de détention d'enfants en centres fermés, n° 326/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Zoé Genot).

- Un amendement a été déposé par Mmes Genot et Brems.

➤ **MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010**

1. Questions jointes :

- Question de M. Siegfried Bracke à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les nominations de fonctionnaires de niveau A en suspens, le gouvernement étant en 'affaires courantes'" (n° 592).
- Question de Mme Annick Ponthier à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les nominations en suspens de hauts fonctionnaires et de fonctionnaires de niveau A à l'échelon fédéral" (n° 604).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le premier vol Frontex organisé par la Belgique en vue de retours forcés" (n° 957).
- Question de M. Bart Somers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les opérations de retour conjointes" (n° 1120).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

3. Question de Mme Zoé Genot au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le refus d'un visa pour un Marocain participant au quatrième salon du tourisme durable à Bruxelles" (n° 831).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

4. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'arrêt de la Cour constitutionnelle et ses conséquences pour la loi sur les étrangers" (n° 870).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

5. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la fraude à l'identité commise par des demandeurs d'asile" (n° 890).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

6. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la consultation des banques de données de la police dans le cadre de la procédure de régularisation" (n° 902).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

7. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'impossibilité pour l'Office des Étrangers d'effectuer des contrôles décents en raison du secret professionnel des communes et des CPAS" (n° 956).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

8. Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le rôle de l'OE dans le cadre de la lutte contre la drogue à Anvers" (n° 1010).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

9. Question de Mme Nahima Lanjri au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "les abus en matière de libre circulation des travailleurs et des services" (n° 1011).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

10. Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le dossier de Mohammed Saber, terroriste en situation illégale non éloignable" (n° 1059).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

11. Question de Mme Sarah Smeyers au secrétaire d'État à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les tests osseux pour les jeunes demandeurs d'asile" (n° 1100).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

12. Questions jointes :

- Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur "l'émergence de la Turquie comme plaque tournante de la migration illégale vers l'Union européenne" (n° 1168).

- Question de M. Theo Francken au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "l'émergence de la Turquie comme plaque tournante de la migration illégale vers l'Union européenne" (n° 1169).

- Le secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales, a répondu.

13. Question de M. Peter Logghe au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "les amendes pécuniaires pour des excès de vitesse enregistrés par des caméras non homologuées" (n° 833).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

14. Question de M. Peter Logghe à la ministre de l'Intérieur sur "le Fonds des calamités et les inondations du mois de novembre" (n° 1093).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

15. Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la ministre de l'Intérieur sur "l'interrogatoire systématique d'élèves âgés de neuf ans mené par la police d'Oudenburg" (n° 1167).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

16. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de l'Intérieur sur "l'utilisation des moyens supplémentaires en faveur des zones de secours" (n° 1052).

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

17. Question de M. Damien Thiéry à la ministre de l'Intérieur sur "les indemnités pour prestations irrégulières dans la police" (n° 1129)

- La ministre de l'Intérieur a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 novembre 2010.

Police

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 23 NOVEMBRE 2010**

1. Désignation des vice-présidents (Rgt, art. 19.3).

- M. François-Xavier de Donnea a été désigné en qualité de 1^{er} vice-président.
- M. Koenraad Degroote a été désigné en qualité de 2^{ème} vice-président.

2. Examen des dossiers transmis par le Comité P.

Prochaine réunion : mercredi 22 décembre 2010.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidente : Mme Muriel Gerkens

➤ **MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010**

1. Audition de MM. Moens et Rion, conseillers à la Cour des comptes, sur la gestion et la vente de patrimoine immobilier par la Régie des bâtiments.

- Rapporteur : M. Steven Vandeput.
- Sont intervenus : MM. Servais Verherstraeten, Georges Gilkinet, Steven Vandeput, Bruno Tobback, Christian Brotcorne et Hagen Goyvaerts et Mmes Muriel Gerkens et Christiane Vienne.

2. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Georges Gilkinet, Stefaan Van Hecke, Meyrem Almaci, Muriel Gerkens, Olivier Deleuze, Wouter De Vriendt, Zoé Genot, Juliette Boulet, Ronny Balcaen, Eva Brems) visant à supprimer le secret bancaire, n° 95/1.
- Proposition de loi (Dirk Van der Maelen, Alain Mathot, Guy Coëme, Olivier Henry, Christiane Vienne) modifiant certaines dispositions du Code des impôts sur les revenus 1992 relatives à la levée du secret bancaire, n° 130/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.
- Exposé introductif de MM. Georges Gilkinet (proposition de loi n° 95) et Dirk Van der Maelen (proposition de loi n° 130).
- M. Christian Brotcorne a demandé de joindre la proposition de loi n° 665/1 lorsqu'elle aura été prise en considération.
- La discussion générale a été entamée. Sont intervenus : MM. Damien Thiéry, Alain Mathot, Georges Gilkinet, Dirk Van der Maelen, Christian Brotcorne et Jan Jambon et Mmes Muriel Gerkens, Gwendolyn Rutten, Veerle Wouters, Christiane Vienne et Meyrem Almaci.

3. Questions jointes :

- Question de M. Peter Luykx au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles sur “le fonds d’urgence européen et les déficits budgétaires” (n° 1006).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’aide financière apportée à l’Irlande, la situation financière du Portugal et l’avenir de l’euro” (n° 1170).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de Mme Gwendolyn Rutten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le nouveau régime de TVA applicable au ‘sol attendant’” (n° 1067).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’inégalité entre les ratios de solvabilité des fonds de pension et des assureurs” (n° 1094).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la clause du pays le plus favorisé prévue dans la directive d’assistance COM(2009)029” (n° 1161).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’évolution du nombre de sociétés qui n’introduisent pas de déclaration fiscale” (n° 1163).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Hendrik Bogaert au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les swaps” (n° 1164).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l’indexation des revenus immobiliers pour l’année de revenus 2010” (n° 986).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Questions jointes:

- Question de Mme Catherine Fonck au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la régularisation de titres-repas” (n° 1004).
- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les procédures de recouvrement entreprises suite à des fraudes aux chèques-repas par certaines administrations locales” (n° 1154).
- Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la régularisation des titres-repas” (n° 1166).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de Mme Minneke De Ridder au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le sponsoring du club de football Standard de Liège par la Loterie Nationale” (n° 1037).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de Mme Minneke De Ridder au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'évaluation du cadre linguistique de la Loterie Nationale” (n° 1055).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “les remboursements d'impôts qui ne suivent pas le processus ordinaire de remboursement” (n° 1062).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Question de Mme Christiane Vienne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “l'exemption de la TVA pour les prestations de soins reconnues par l'INAMI” (n° 1063).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “le projet Rubik” (n° 1064).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la négociation d’une directive sur la coopération administrative en matière de fraude fiscale” (n° 1123).

- Le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mercredi 1^{er} décembre 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L’ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010**

1. Question de M. Philippe Blanchart à la ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique sur “le clonage d’animaux à des fins alimentaires” (n° 916).

- La ministre des PME, des Indépendants, de l’Agriculture et de la Politique scientifique a répondu.

2. Ordre des travaux.

3. Rapport annuel du Centre fédéral d’expertise des Soins de santé.

- Exposé introductif par M. Raf Mertens, directeur général, et M. Jean-Pierre Closon, directeur général adjoint.

- Echange de vues.

4. Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “les moyens supplémentaires prévus pour le suivi des bébés nés prématurément” (n° 789).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

5. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “le service de garde des dentistes” (n° 856).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

6. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, sur “l’évaluation des trajets de soins” (n° 1071).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l’Intégration sociale, a répondu.

7. Question de M. Daniel Bacquelaine à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'instauration de consultation longue durée lors de l'annonce d'un cas de cancer" (n° 1072).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

8. Question de Mme Rita De Bont à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le remboursement de la prophylaxie 'post-exposition' (PEP) pour les dentistes indépendants" (n° 1128).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

9. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'indépendance des experts dans le choix du vaccin contre la grippe A/H1N1" (n° 1155).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Joseph George à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'obtention du visa d'aide-soignant" (n° 722).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les actes des infirmiers et des aides-soignants" (n° 970).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

11. Questions jointes :

- Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les mutilations génitales féminines" (n° 724).

- Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les résultats de l'étude du SPF Santé publique sur la prévalence de l'excision en Belgique" (n° 861).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

12. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'utilisation accrue de statines" (n° 727).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

13. Question de Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'évaluation de l'interdiction générale de fumer" (n° 862).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

14. Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "la télémédecine" (n° 888).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

15. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le marché noir du thon rouge" (n° 921).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

16. Question de Mme Annick Van Den Ende à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "l'implantation d'un second système d'urgences hélicoptères en province du Luxembourg" (n° 1066).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

17. Question de M. Bert Wollants au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le problème des déchets électroniques" (n° 871).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

18. Question de M. Kristof Calvo au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'efficacité des coûts de l'achat de crédits d'émission pour la réalisation de l'objectif de Kyoto de la Belgique" (n° 941).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

19. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le respect du règlement REACH" (n° 1038).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

20. Question de Mme Colette Burgeon au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le rapport fédéral 2004/2008 sur l'environnement" (n° 1095).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

Prochaine réunion : mardi 30 novembre 2010.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010**

Ordre des travaux : organisation du groupe de travail chargé de l'examen de l'équilibre linguistique à l'armée.

- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : MM. Servais Verherstraeten, Patrick Moriau, Filip De Man, Siegfried Bracke, Denis Ducarme, Jan Jambon, Patrick Dewael, Christophe Bastin, David Geerts et Wouter De Vriendt.

Prochaine réunion : mercredi 1^{er} décembre 2010.

Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Présidente : Mme Valérie Déom

➤ **MERCREDI 24 NOVEMBRE 2010**

Ordre des travaux.

- Le comité d'Avis a décidé de consacrer une discussion au thème du fossé salarial entre les hommes et les femmes.

- Le texte de la proposition de loi n° 237/1 servira de base à la discussion.

Prochaine réunion : mercredi 1^{er} décembre 2010.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **JEUDI 25 NOVEMBRE 2010**

Le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OSCE à Astana (1er-2 décembre 2010).

- Exposé du Premier ministre.

- Echange de vues.

- L'agenda a été élargi, de manière à inclure un court compte rendu et des questions sur le Sommet de l'OTAN qui a eu lieu à Lisbonne les 19 et 20 novembre 2010.

- Rapporteur : M. Bruno Tuybens

- Sont intervenus, outre le Premier ministre: M. Bruno Tuybens, Mme Ingeborg De

Meulemeester, M. Christian Brotcorne, Mme Nahima Lanjri, M. François-Xavier de Donnea et M. Dirk Van der Maelen.

Prochaine réunion : lundi 29 novembre 2010.

Climat et Développement Durable

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : M. André Flahaut

➤ **JEUDI 25 NOVEMBRE 2010**

1. Désignation du bureau.

- M. Bert Wollants a été désigné comme premier vice-président.
- Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers a été désigné comme deuxième vice-président.

2. Le ministre du Climat et de l'Energie sera invité pour un débriefing à l'issue de la conférence du Climat des Nations Unies de Cancun.